

**AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN DÉBIT
TEMPORAIRE DE BOISSONS A CONSOMMER SUR PLACE**

LE MAIRE

Vu les articles L. 2212-1, 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment l'article L. 3334-2, L. 3342-1 et L. 3353-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 réglementant la vente de boissons alcooliques et celle de tabac manufacturé dans le département des Pyrénées Atlantiques et relatif notamment aux zones protégées ;

Vu la demande en date du 02 avril 2024 par laquelle la société « AE-Events », domiciliée au 2 chemin du Balat 64230 Sauvagnon, représentée par sa présidente Madame ACHOUZ Alexandra sollicite l'autorisation d'ouvrir un débit de boissons temporaire à consommer sur place de 3^{ème} catégorie à l'occasion du Salon de la Voyance et de la Thérapie au parc des Expositions de Pau ;

Considérant qu'il convient de délivrer un arrêté pour autoriser l'ouverture du débit temporaire de boissons ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – La société « AE-Events » est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à consommer sur place de 3^{ème} catégorie, au parc des Expositions Hall Aragon, boulevard Champetier de Ribes à l'occasion du Salon de la Voyance et de la Thérapie.

Ce débit de boissons est tenu sous la responsabilité de Madame ACHOUZ Alexandra, aux dates suivantes :

- **le Vendredi 05 Avril 2024 de 17h00 à 21h00**
- **le Samedi 06 Avril 2024 de 10h00 à 18h00**
- **le Dimanche 07 Avril 2024 de 10h00 à 18h00**

La distribution d'alcool, à titre gratuit ou onéreux, doit cesser chaque jour 30 minutes avant la fin de la manifestation.

ARTICLE 2 – La vente des boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics. La personne qui délivre la boisson exige du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

ARTICLE 3 – La vente à des mineurs de boissons alcooliques est punie de 7 500 € d'amende. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs, dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics, ou l'offre, à titre gratuit ou onéreux, à un mineur de tout objet incitant directement à la consommation excessive d'alcool dans les conditions fixées à l'article L. 3342-1 sont punies de la même peine.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Pau, le 03 avril 2024



Pascal LAGLEYSE

Pour le Maire et par délégation

Le Directeur Adjoint Prévention et Sécurité Publique